

LE CIRCUIT DE LA MONNAIE: DEUX INTERPRETATIONS

Michel DE VROEY *

Working Paper n° 8606

* Je remercie Jean Cartelier pour ses judicieuses remarques sur une version antérieure de ce texte.

Département des Sciences Economiques
Economie et Société
3, Place Montesquieu — B-1348 LOUVAIN-LA-NEUVE (Belgique)

D/1986/3082/06

INTRODUCTION

Le présent article se veut une contribution critique à la réflexion sur la théorie du circuit de la monnaie. Cette dernière, dont les lettres de noblesse sont anciennes, connaît aujourd'hui un regain notable sous l'impulsion d'auteurs comme Graziani, Lavoie, Parguez, Poulon, Schmitt et d'autres, au point qu'on parle souvent d'une "école du circuit", le terme désignant alors une espèce particulière de keynesianisme. La question à laquelle nous voudrions répondre est très générale et porte sur la capacité de cette théorie de fournir une représentation théorique nouvelle du fonctionnement de l'économie de marché. L'étude comportera quatre parties. Dans la première nous distinguons deux interprétations possibles de la notion de circuit, l'une macrosociale, l'autre microsociale. Dans une seconde partie, nous nous efforçons de contraster l'approche macrosociale du circuit et la théorie néo-classique de l'équilibre général, en tant que représentations spécifiques de l'économie de marché. Dans une troisième partie, nous mettons en avant la difficulté principale qui, selon nous, obère l'interprétation macrosociale et qui porte sur la clôture du circuit. Enfin, dans la quatrième et dernière partie, nous tirons la conclusion du constat négatif fait dans la troisième partie et suggérons d'abandonner l'interprétation macrosociale pour ne retenir que la conception microsociale.

-
1. Il est supposé que les lecteurs sont familiarisés avec la théorie du circuit. Outre les travaux des auteurs susmentionnés, Ferrandier (1982), Messori (1985) et Rachline (1982) constituent de bonnes introductions.

I Circuit macrosocial et circuit microsocial

Quel est exactement la réalité économique que la notion de circuit vise à désigner ? La question doit être posée dans la mesure où deux niveaux d'extension du concept peuvent être distingués. En premier lieu, la notion peut être entendue en un sens "micro", désignant une opération de crédit particulière. Le circuit de la monnaie se réfère alors au mouvement de flux et reflux d'une quantité donnée de monnaie, créée grâce à l'octroi d'un crédit finançant un projet marchand spécifique. Il se rapporte donc à une opération de crédit parmi d'autres, ayant une ampleur, un objet, une échéance spécifiques. Dans ce sens étroit, le circuit désigne le parcours effectué par cette quantité de monnaie qui n'est qu'une fraction de la masse monétaire en existence et dont la grandeur est fonction des caractéristiques du projet à financer. En second lieu, la notion de circuit peut être entendue dans un sens macrosocial, se référant cette fois à l'ensemble des opérations de crédit prenant place dans une économie donnée durant un laps de temps défini. Le champ de référence de la notion de circuit est alors l'économie dans son ensemble. La monnaie dont il est question n'est plus une fraction du flux total de monnaie créée mais ce flux lui-même. Le circuit macrosocial est un agrégat, une consolidation des circuits microsociaux.

La plupart des auteurs, sinon tous, défendant l'approche du circuit se placent à ce second niveau. Ceci fonde la prétention de celle-ci d'être la rivale des autres théories visant à élucider le fonctionnement de l'économie de marché, et en particulier, puisqu'elle est dominante, de la théorie néo-classique de l'équilibre général. Aussi est-ce cette interprétation macrosociale qui fait l'objet de notre attention dans les deux sections qui suivent.

II La théorie du circuit comme alternative à la théorie néo-classique

La volonté de la théorie du circuit d'être une alternative à l'équilibre général est clairement affirmée par des auteurs comme Parguez (1982) ou Poulon (1982). Pour l'éclairer il est utile de contraster, ne fût-ce que sommairement, la démarche et les prémisses des

deux approches. L'examen sera organisé autour de trois thèmes : la représentation de l'économie de marché, la référence à l'équilibre et la démarche épistémologique. Le tableau 1 résume les idées qui seront avancées dans cette analyse.

Tableau 1. La théorie du circuit et la théorie néo-classique

	<u>Théorie néo-classique</u>	<u>Théorie du circuit</u>
<u>A. Représentation de l'économie de marché</u>		
1. La monnaie	dichotomie monnaie-réel	économie monétaire d'endettement
2. structure sociale	atomisme et perspective de micro-fondements	structuration de la société en groupes sociaux spécialisés dans des fonctions économiques particulières; perspective de consolidation sans explicitation des micro-fondements
3. intégration du temps	simultanéisme	séquentialisme
<u>B. Référence à l'équilibre</u>	démarche d'équilibre, fondée sur la définition de vecteurs de prix d'équilibre	démarche d'équilibre au sens de reproduction, la contrainte d'équilibre consistant en l'annulation de la monnaie
<u>C. Démarche épistémologique</u>	perspective instrumentaliste	préoccupation de pertinence

A. La représentation de l'économie de marché

Les critères suivants nous paraissent être cruciaux pour faire ressortir le contraste entre les deux approches : la monnaie, la structuration de la société et l'organisation temporelle de l'analyse. Montrons rapidement comment, sur chacun de ces points, l'approche du circuit se démarque de l'équilibre général¹.

1. Pour une description plus détaillée des prémisses de l'équilibre général nous renvoyons le lecteur à De Vroey (1985b).

1. La monnaie

Comme on le sait, la théorie néo-classique se construit sur la dichotomie traditionnelle de l'économie politique, séparant les dimensions réelle et monétaire. Elle accorde la primauté théorique à l'analyse réelle, la monnaie n'étant prise en compte que dans un second temps de la réflexion, et encore sans que son intégration ne soit évidente. Ce point de vue est radicalement refusé par les théoriciens du circuit qui lui opposent la conception d'une intégration indissociable du monétaire et du réel et conçoivent l'économie de marché comme étant d'emblée monétaire. Les réflexions de Schmitt (1966) sur la nature de la monnaie balisent le terrain. La monnaie n'est pas un bien, une marchandise entrant dans une logique acquisitive, mais une dette-créance, un flux de nature purement circulatoire. Elle est première ou préalable par rapport au flux des activités économiques. Elle est la condition de possibilité de ces dernières. Dans cette représentation une institution, la banque ou le système bancaire, reçoit une place prééminente alors que dans la théorie néo-classique, au moins aux niveaux d'abstraction les plus élevés de celle-ci, elle est absente. Sa présence n'est pas tant liée à son activité d'intermédiation financière qu'à celle de création monétaire, conçue comme l'émission par la banque de dettes sur elle-même, créées ex nihilo. La monnaie de crédit est considérée comme la monnaie par excellence et non comme le dérivé d'une forme monétaire supérieure, que serait la monnaie-marchandise. En effet dans les modèles du circuit la modalité exclusive de création monétaire est l'endettement des agents du secteur privé auprès du système bancaire. C'est dire que cette création est purement endogène.

2. La structuration de la société et les unités de base de l'analyse

Dans la théorie néo-classique les échangistes individuels, qui sont supposés être libres, rationnels et maximisateurs, forment les unités de base de l'analyse. Ils ne sont pas nécessairement confinés dans une activité économique spécifique ou dans la détention exclusive d'une ressource particulière. Un même agent peut par exemple être simultanément capitaliste et salarié. L'approche du circuit repose sur une vision différente. D'une part, l'analyse s'intéresse plus à des

classes d'agents qu'aux agents individuels. D'autre part, ceux-ci sont supposés être spécialisés dans des activités spécifiques, ce qui permet précisément de faire une analyse en termes de classes. Les banquiers accordent le crédit et ne font rien d'autre. Les entrepreneurs-capitalistes empruntent et décident de l'ampleur de la production. Les salariés négocient les salaires et les dépensent. Cette conception amène la théorie du circuit à une représentation agrégée des échanges, chaque classe étant hypostasiée en une seule entité : la banque, le secteur des entreprises, le salariat. On raisonne donc en termes de compte consolidés, laissant de facto dans l'ombre les fondements micro-économiques, tellement chers à l'équilibre général, ainsi que la problématique de la valeur ou du prix d'équilibre.

Cette manière de voir les choses entraîne des conséquences importantes. Ainsi, elle introduit une dimension de pouvoir. Celui-ci est exclusivement du côté des banques et des entreprises. Les premières ont la capacité d'octroyer ou de refuser le crédit demandé par les secondes. Celles-ci ont le pouvoir de déterminer l'ampleur de la demande effective, le degré d'utilisation des capacités de production et l'emploi. Le pouvoir de ces deux groupes est donc à la fois d'initiative et d'abstention. Par contre les salariés apparaissent comme des agents passifs, n'ayant pas de contrôle ni sur le salaire réel ni sur l'emploi. Pour obtenir du travail ils sont dépendants des estimations faites par les capitalistes quant au bien-fondé des différents volumes de production possibles. En conséquence, le chômage s'inscrit d'emblée dans l'analyse comme une possibilité normale et doit être interprété comme l'effet d'un comportement d'abstention de dépenses productives de la part des capitalistes. Dans le même ordre d'idée, la validité du concept de "marché de travail" est contestée, ce qu'on appelle ainsi devant en fait être considéré comme un "non-marché" (Barrère 1981 : 83).

3. La dimension temporelle

La théorie du circuit vise à intégrer dans sa représentation de la réalité économique l'idée que les opérations économiques se déroulent dans un ordre séquentiel précis et non-interchangeable. Bien que le nombre de phases retenues varie selon les auteurs, le schéma de base

est identique. Les opérations de production et d'échanges sont encadrées par les opérations monétaires : la création monétaire au début du circuit, l'annulation de la dette en son terme. Si les auteurs s'accordent sur l'adoption d'un point de vue séquentiel, l'unanimité ne se fait cependant pas quant à la question de savoir s'il s'agit d'un temps purement logique - le "temps quantique" de Schmitt - ou d'une temporalité incluant la durée. Cette dernière conception est la plus difficile à opérationnaliser mais elle est, nous semble-t-il, la plus fidèle aux intuitions centrales de Keynes, telles qu'elles sont soulignées par les auteurs post-keynesiens, concernant l'incertitude radicale de la prise de décision entrepreneuriale. Comme on le sait, la décision d'investissement ou même de production est incertaine car, d'une part, son bien-fondé n'est pas garanti, le reflux monétaire pouvant ne pas se produire, et d'autre part, même si ce reflux se produit ce n'est jamais que dans le futur.

La théorie néo-classique, quant à elle, adopte l'hypothèse d'une simultanéité décisionnelle. Non seulement la durée mais aussi le séquentialisme sont exclus. Toutes les grandeurs sont co-déterminées, la simultanéité étant pour les besoins de l'analyse ramenée à l'instan-tanéité. Dans un tel univers théorique, cela n'a évidemment aucun sens, au contraire de ce qui est le cas dans l'autre approche, de poser qu'une décision, par exemple l'investissement, est antérieure à une autre, par exemple l'épargne, et donc une condition de possibilité de celle-ci.

B. La référence à l'équilibre

Selon notre interprétation, l'objectif de la théorie néo-classique de l'équilibre général est de répondre à la question des conditions de possibilité de l'économie de marché, vieille interrogation, dont la paternité peut être attribuée à Adam Smith. Une compatibilité décisionnelle est-elle concevable dans une économie décentralisée dépourvue d'autorité centrale et dans laquelle toutes les décisions sont privées ? Dans l'équilibre général, - la théorie néo-classique ne s'écartant pas à cet égard de son prédécesseur, la théorie classique - cette question de la viabilité de l'économie est retranscrite en termes

de la possibilité de l'équilibre, c.à.d. de l'équivalence dans l'échange. A ce titre, elle comporte deux facettes, correspondant à deux voies de recherches différentes. La première porte sur la détermination ou la définition des prix d'équilibre, l'objectif étant de démontrer la possibilité logique de l'équilibre et de s'interroger sur l'efficience de celui-ci. La seconde porte sur la formation de ces prix ou, en d'autres termes, sur le processus d'atteinte et de maintien de la situation d'équilibre. Dans la mise en oeuvre de ce programme de recherche la priorité a été accordée au premier de ces deux objets, la démonstration d'existence, la question du processus étant mise entre parenthèses (ou résolue d'office) par l'adoption de l'hypothèse de tâtonnement. De nos jours encore, les travaux portant sur la formation des prix et remettant en cause, d'une manière ou d'une autre, cette hypothèse restent minoritaires et sont loin d'avoir atteint les résultats auxquels on est parvenu en matière de démonstration d'existence. Il n'empêche cependant qu'ils se développent et que des avancées théoriques importantes paraissent être en oeuvre.

Dans la théorie du circuit, les choses ne se présentent pas du tout de la même manière. D'une part, plusieurs auteurs éprouveraient sans doute de la réticence à voir leurs travaux rangés sous l'étiquette "théorie de l'équilibre", dans la mesure où pour eux la notion est assimilée à la théorie néo-classique, vis-à-vis de laquelle ils veulent précisément se démarquer. D'autre part, comme nous l'avons noté, la théorie du circuit décrit des agrégats sans être explicite quant aux fondements micro-économiques de ceux-ci. Elle semble donc se passer d'une théorie de la valeur ou de l'équivalence. En conséquence, si on assimile la notion d'équilibre à celle de vecteur de prix d'équilibre, on pourrait croire qu'elle n'est pas applicable à la théorie du circuit. Malgré ces réserves, il nous semble néanmoins que cette théorie constitue une approche d'équilibre. Tout d'abord, même si ce n'est pas toujours explicite, les modèles reposent en général sur l'hypothèse, faite à titre méthodologique, que sur tous les marchés, sauf le marché du travail, il y a vente de la production au prix attendu et donc,

peut-on supposer , échange à l'équivalence. Ensuite, même s'il y a éventuellement lieu de substituer le terme de reproduction à celui d'équilibre, ce que l'analyse décrit est un système posé par définition dans une situation de viabilité. L'idée de circuit renvoie d'ailleurs à un univers clos régi par un principe de conservation, dans lequel globalement rien ne se perd ni ne se gagne. L'idée d'un circuit non-clos paraît incongrue ou en tout cas évoque une incapacité de reproduction. Tout au plus, pourrait-on distinguer entre un circuit à clôture endogène ou spontané et un circuit à clôture "artificielle" dans lequel une intervention de récupération serait nécessaire afin de résoudre les contentieux empêchant la clôture spontanée. Mais les modèles de circuits présentés visent tous à présenter des circuits à clôture endogène, lesquels dès lors peuvent être interprétés comme visant, comme l'équilibre général, à représenter l'économie de marché dans une situation de réalisation des attentes et de compatibilité décisionnelle.

Les deux approches nous paraissent donc être redevables du principe d'équilibre. Cela étant, des différences de conception doivent être épinglées. Notons-en deux. En premier lieu, d'une approche à l'autre, la norme d'équilibre change, au moins dans sa forme d'expression. Dans l'approche du circuit le critère de l'équilibre s'exprime non pas en termes d'un vecteur de prix mais consiste en la capacité du système à se clôturer sans déficit. L'annulation de la monnaie est la contrainte d'équilibre. La seconde différence porte sur le traitement du marché du travail et sur l'acception à donner à la notion d'équilibre. Celle-ci peut être entendue en deux sens différents : d'une part, le "clearing" des marchés et, d'autre part la réalisation des attentes et l'absence, en conséquence, de facteurs poussant à des changements de comportements. Dans l'équilibre walrasien ces deux sens se recoupent. Au contraire, pour la théorie du circuit, qui à cet égard rejoint l'approche dite-du déséquilibre, l'équilibre décrit relève du second sens et non du premier. En effet, la reproduction du système n'implique pas le "clearing" du marché du travail.

Cet ancrage de la théorie du circuit dans une perspective d'équilibre peut par ailleurs susciter des réserves, pour autant qu'on attache effectivement une grande importance, comme on devrait l'attendre de la part d'auteurs keynesiens, à l'idée d'incertitude évoquée plus haut. En effet, supposer que la coordination décisionnelle se réalise d'une manière intégrale revient à escamoter dans ses conséquences l'idée que le trait essentiel de l'économie de marché est le caractère séparé des centres décisionnels. Il apparaît donc que si le circuit est à même d'intégrer le chômage, il n'en va pas de même pour la "crise", entendue au sens de micro-crise ou d'échec marchand (De Vroey 1985b). En effet la notion de circuit ne prend son sens que clôturé et la clôture correspond par définition à l'absence de crise. L'assertion de Poulon (1982), selon laquelle l'objectif du circuit est d'expliquer la crise, apparaît donc comme étonnante et on ne peut, nous semble-t-il, la comprendre que d'une manière très particulière, qui de nouveau rapproche la démarche du circuit de l'économie politique traditionnelle. Dans cette interprétation le concept de circuit ouvrirait la voie à une analyse de la crise dans la mesure où de sa description ressortirait un repérage de tous les lieux par lesquels la crise ou les dysfonctions peuvent s'infiltrer dans le système. Il permettrait donc un inventaire des conditions de la crise, de la même manière que la description d'un corps sain servirait de préliminaire à l'étude des diverses pathologies. Par rapport à la réalité de l'économie de marché, le circuit serait donc comme une référence négative, un contre-point théorique permettant l'évaluation des situations concrètes censées, elles, être toujours en déséquilibre. Un tel point de vue est défendable, mais en l'adoptant on reste entièrement dans la perspective traditionnelle de l'équilibre, défendue par exemple par Hahn (1984) ou Hicks (1983).

C. La démarche épistémologique

En termes de leur démarche épistémologique les deux approches ne se fondent pas sur les mêmes principes. En bref et pour reprendre une distinction ancienne mais toujours pertinente (Meidinger :1983), l'approche du circuit se rangerait dans une conception "réaliste" tandis

que l'équilibre général appartiendrait plus à une conception "instrumentaliste". Il nous semble en effet qu'une des critiques principales des auteurs du circuit à l'égard de l'équilibre général concerne l'argument de pertinence. Comment - diraient-ils - peut-on espérer construire une théorie adéquate de l'économie de marché en commençant par laisser de côté les caractéristiques principales de celle-ci, le système bancaire, l'irréversibilité temporelle, la répartition des fonctions économiques entre groupes différents et les différences de pouvoir qui en découlent ? Le projet de la théorie du circuit est précisément donner une place centrale à ces éléments, de les introduire dès la première étape de la construction théorique. L'équilibre général adopte un autre point de vue. La représentation de l'économie de marché sur laquelle elle se base est délibérément minimaliste et se ramène à la définition de quelques fondements, comme le contrat privé et les hypothèses de comportement des agents. Le réalisme des hypothèses est subordonné à la fécondité théorique du raisonnement. Il s'agit, le plus possible grâce à des démonstrations rigoureuses et donc mathématiques, d'extraire le plus de conséquences possibles du point de départ minimaliste. Le cadre institutionnel n'est pas absent, comme on le croit souvent, mais il se résume, outre l'institution des droits de propriété, en une seule institution, le tâtonnement, fonctionnant - ô paradoxe, puisqu'au départ il s'agissait d'étudier une société décentralisée - sur un mode tout à fait centralisé et à travers un contrôle social extrêmement rigoureux.

Le contraste de profil méthodologique entre les deux approches peut être résumé comme suit. La théorie de l'équilibre général aborde son objet d'une manière paradoxale. Pour comprendre le fonctionnement d'une économie décentralisée elle élabore des modèles fondés implicitement sur une centralisation totale. La question de la pertinence ne peut manquer de se poser : comment va-t-on aller du modèle centralisé à la réalité décentralisée ? Le fait de postuler la possibilité d'une pré-conciliation des choix ne place-t-il pas d'emblée la théorie en porte-à-faux par rapport à son objet, s'il est vrai que le propre de l'économie de marché est la nécessité dans laquelle les unités décentralisées se trouvent de faire des décisions sans savoir si celles-ci se ré-

vèleront compatibles avec celles des autres ? Par contre, la tractabilité théorique du paradigme est évidente et manifestement un processus cumulatif de progrès théorique est à l'oeuvre. Pour la théorie du circuit c'est la situation inverse. Il y a plus de pertinence, encore que l'analyse reste très abstraite et que la négligence de la crise soit à cet égard un grave défaut. Mais en termes de fécondité théorique, les preuves sont encore à avancer. Jusqu'ici l'approche du circuit reste surtout cantonnée à un stade de développement qu'on pourrait qualifier de descriptivo-définitionnel. En contraste avec ce que fait l'équilibre général, la théorie du circuit se contente d'illustrer la cohérence de l'économie décentralisée. L'équilibre est postulé mais non démontré. Par ailleurs, si la théorie de l'équilibre général a peu progressé en termes de l'étude des processus à l'oeuvre dans le marché et s'il est évident que la théorie du tâtonnement est une théorie inadéquate de la formation des prix, l'approche du circuit n'est pas mieux lotie à cet égard, du fait de sa trop grande négligence des aspects de comportement.

D. Conclusion

Contrairement à ce que ces dernières remarques peuvent faire croire, notre objectif n'est pas de distribuer des bons et mauvais points mais bien de mettre en évidence des différences de problématique. Selon notre lecture des choses, il y a une base commune aux deux approches : la référence à la même question, celle de la viabilité de l'économie de marché, - abordée sous l'angle de l'existence plutôt que du processus -, et la réflexion en termes d'équilibre. Mais au-delà de ceci, elles divergent car elles reposent sur des intuitions méthodologiques différentes et aboutissent à des grilles d'analyse différentes. En ce sens - et en faisant bien sûr abstraction de la différence de développement entre les deux approches - la théorie macrosociale du circuit peut être considérée comme une alternative possible à la théorie néo-classique de l'équilibre général.

Deux questions se posent cependant. La première concerne l'originalité de la théorie du circuit. Si elle est différente de l'approche néo-classique est-elle pour autant originale ? Nous avons déjà noté incidemment

la proximité de vue entre les auteurs du circuit et les post-keynesiens. La question se pose alors de savoir si la notion de circuit macrosocial est indispensable pour intégrer dans le théorie des éléments comme la monnaie, la structuration de la société en classes, la différenciation des marchés, le séquentialisme, ou si ceux-ci pourraient tout aussi bien l'être sans cette notion ? La seconde question porte sur la cohérence interne de l'interprétation macrosociale du circuit. Ici il ne s'agit plus de confronter cette approche à d'autres mais de la considérer en elle-même et en particulier de voir dans quelle mesure elle parvient à mener à son terme, sans artifices, le projet théorique qu'elle s'est assignée. Alors que la première de ces questions ne sera pas vraiment étudiée ici, mais sera ré-évoquée dans la conclusion, la seconde retiendra longuement notre attention et fait l'objet de la section suivante.

III La clôture du circuit

Admettons que la théorie du circuit ait pour objet de répertorier les étapes du cycle de reproduction d'une économie de marché monétaire. Elle vise donc, sinon à démontrer, du moins à illustrer la cohérence des échanges dans une économie décentralisée, tout en soulignant par ailleurs que cette cohérence ne va pas nécessairement de pair avec une pleine utilisation de la main d'oeuvre disponible. Mais la possibilité d'un discours théorique sur la cohérence des échanges implique que certaines conditions soient satisfaites. Les opérations étudiées doivent notamment former un ensemble séparé, clairement délimité dans l'espace et le temps. Comme dans le théâtre classique, il faut une unité de lieu et de temps. Or si, du point de vue théorique, l'aspect espace ne pose pas de problème, ce n'est pas le cas pour l'aspect temps. Comme nous l'avons vu, dans l'équilibre général, le problème est résolu par l'adoption de l'hypothèse d'instantanéité décisionnelle. Même si une telle solution ressemble à un escamotage, il n'empêche qu'elle rend possible le développement d'un discours théorique cohérent. La théorie du circuit, quant à elle, est plus ambitieuse. La barre est mise plus haut, puisqu'on veut introduire, sinon la durée, du moins un minimum de séquentialisme. Au lieu de se dérouler d'une manière simultanée, les opérations économiques sont censées avoir lieu dans un ordre séquentiel précis. Même si pour des raisons méthodologiques on ramène

chacune de celles-ci à l'instantané, la phase temporelle minimale qui en résulte reste une séquence, composée d'une suite d'instantanés séparés formant un tout, et non une opération concentrée en un seul instant du temps. Aussi minimale qu'elle soit, cette introduction du séquentialisme entrave la délimitation temporelle de l'objet analysé. Les problèmes concernent le début mais surtout la fin du circuit.

Mentionnons rapidement la difficulté liée au début du circuit. Elle consiste dans le fait qu'on ne peut pas penser un circuit qui serait premier, c.à.d. précédé par nul autre et dans lequel le contrat initial ne supposerait pas la réalisation d'opérations économiques préalables. Imaginons de construire un tel "premier circuit" qui aurait à être autonome par rapport à tout ce qui précède. L'obstacle est le suivant. Le circuit commence par un octroi de crédit aux entreprises, servant à faire les dépenses initiales d'achats de biens de production et de main d'oeuvre. Arrêtons-nous sur les premiers de ceux-ci. Pour que ces biens puissent être achetés par le bénéficiaire du crédit, il faut que dès l'ouverture du circuit ils soient déjà en existence, donc produits, et offerts à la vente. Ceci implique évidemment que notre soi-disant premier circuit soit précédé par une opération économique préalable, en l'occurrence de production. En conséquence, contrairement à ce qui avait été avancé, ce circuit n'est pas vraiment premier. La même conclusion est atteinte si, comme dans beaucoup de modèles, l'échange inter-capitaliste n'est pas pris en compte, de telle sorte que la seule dépense des firmes porte sur l'embauche de travailleurs salariés. Pour autant qu'on accepte que les salaires peuvent être dépensés aussitôt qu'ils sont touchés, il faut que les marchandises achetées par les salariés soient disponibles au moment du versement de ceux-ci. Elles doivent donc avoir été produites antérieurement. De nouveau, il apparaît que le soi-disant "premier circuit" n'en est pas vraiment un. Ou bien, il faut faire l'hypothèse ad hoc, selon laquelle les salariés n'auraient le droit de dépenser le salaire qu'au terme de la production (Messori 1985 : 223).

Mais c'est surtout sur l'aspect clôture du circuit que nous voudrions centrer l'attention, en admettant en ce qui concerne son début l'existence préalable et inexpliquée de stocks de marchandises rendant les dépenses initiales possibles. Le problème est celui de la co-existence des circuits particuliers et du circuit global. Puisqu'on est dans une économie décentralisée dans laquelle les contrats sont privés et multiples, l'économie doit être conçue comme un enchevêtrement de circuits particuliers. Mais en même temps comme la théorie vise à faire le point sur la cohérence globale de l'économie, il faut que ces circuits particuliers prennent tous place à l'intérieur d'un circuit global unique, qui leur servirait d'enveloppe commune. En termes de temporalité, et pour nous limiter à la fin du circuit, ceci signifie qu'il doit exister au moins un instant du temps auquel tous les contrats d'emprunt viennent à échéance simultanément, cet instant délimitant alors la clôture du circuit global. Dans la réalité une telle coïncidence ne se produira jamais mais il est concevable de l'envisager dans l'univers du discours théorique. C'est ce que fait la théorie du circuit. Pour opérationnaliser le projet, on peut supposer soit que tous les circuits particuliers ont la même durée, soit que les circuits les plus courts sont un sous-multiple du circuit le plus long. Pour la facilité nous raisonnerons dans le cadre de la première de ces alternatives. Le circuit global est dans ce cas composé de circuits particuliers de durée identique et se déroulant parallèlement.

La question qui se pose alors est la suivante : à quelles conditions la clôture du circuit est-elle possible, cette clôture impliquant l'annulation de toute la monnaie créée au début du circuit et la satisfaction de toutes les attentes des agents-décideurs ? Ou, pour formuler la question d'une manière plus critique, cette clôture peut-elle être conçue sans qu'il soit nécessaire d'adopter des hypothèses ad hoc qui auraient pour seule raison d'être leur capacité d'amener un tel résultat ? Il s'agit donc d'étudier les obstacles logiques à la clôture du circuit. A priori deux pistes d'investigation paraissent intéressantes. La première concerne l'intérêt bancaire. On peut faire

soit l'hypothèse plausible que le taux d'intérêt est positif (ou, si l'on introduit l'intermédiation financière, qu'il y a une différence entre taux bancaires créditeur et débiteur), soit l'hypothèse incontestablement plus ad hoc que ce taux est nul. Que ce choix puisse poser des problèmes est noté par Graziani (1984 : 9). Selon cet auteur, si la première hypothèse est adoptée, il est impossible que les firmes soient à même de rembourser en monnaie la totalité de ce qu'elles doivent à la banque. La seconde piste concerne l'étendue de la somme empruntée par les firmes. De nouveau, deux hypothèses sont possibles. La première, la plus plausible, est que l'emprunt sert seulement à financer les coûts de production. La seconde, plus ad hoc, est qu'il couvre en plus la dépense du profit attendu. La thèse que nous avançons est que c'est le deuxième facteur (l'extension de l'emprunt) qui constitue l'obstacle fondamental à la clôture du circuit. L'"emprunt élargi au profit" est une condition nécessaire de la clôture du circuit macrosocial ou, symétriquement, l'"emprunt limité aux coûts" est une condition suffisante de la non-clôture. L'hypothèse adoptée à propos du crédit n'est pas dirimante en ce sens que, s'il y a emprunt et dépense préalables de la totalité du profit, le circuit se clôture même avec un intérêt positif. Par contre, lorsque l'emprunt est limité aux coûts, ce qui entraîne la non-clôture, le fait d'un intérêt positif aggrave cette dernière.

Avant d'avancer dans l'analyse, il est utile de préciser ce que recouvre la notion d'"emprunt élargi au profit". Elle implique de la part des capitalistes le comportement suivant. Avant l'ouverture du circuit, ils ont une attente quant au profit que la vente des marchandises leur procurera. Ils ont aussi une idée précise de l'affectation de celui-ci. Cela étant, ils empruntent un montant correspondant à ce profit afin de la dépenser d'emblée, sans attendre sa réalisation effective. Le profit est donc, si l'on peut dire, consommé à crédit. C'est dans un même et seul mouvement que les capitalistes achètent les biens de production et le travail salarié, correspondant aux coûts de production, et les marchandises à l'achat desquelles ils ont décidé de consacrer la dépense du profit.

Pour étayer notre thèse nous construisons un exemple dans lequel quatre cas hypothétiques sont étudiés. Ils sont bâtis en fonction des hypothèses faites à propos de l'intérêt et de l'extension de l'emprunt. Leur articulation et les conclusions atteintes à leurs propos sont résumées dans le tableau 2.

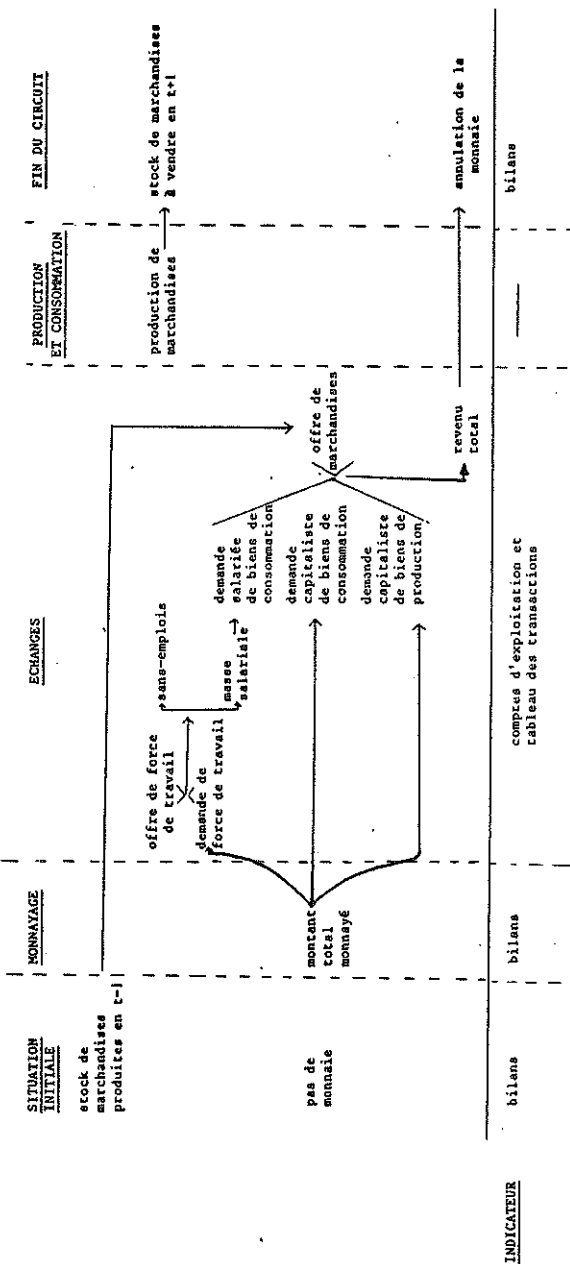
Tableau 2. Les quatre contextes hypothétiques.

		Intérêt	
		nul	positif
extension du crédit	incluant le profit	<i>Cas A : clôture</i>	<i>Cas B : clôture</i>
	limité aux coûts	<i>Cas C : non-clôture</i>	<i>Cas D : non-clôture</i>

La démonstration de notre thèse (ou plus modestement son illustration) repose sur un modèle de circuit qui nous est propre. Ce choix est fondé sur deux raisons : d'abord le fait qu'il n'existe pas de modèle faisant l'unanimité et ensuite notre volonté d'introduire un élément en général négligé, les échanges inter-capitalistes. Ceci est sans doute l'originalité principale de notre modèle. Si l'on pense que la séparation des centres décisionnels est un trait essentiel de l'économie de marché, cette prise en compte nous paraît indispensable. On verra qu'elle a une incidence cruciale sur le résultat de l'analyse. Le modèle est schématisé dans le tableau 3.

Détaillons-en les caractéristiques. Aucun agent n'est supposé être détenteur ni de liquidité ni de capital financier. Toute la monnaie est créée ex nihilo au début du circuit et est à annuler à son terme. La fonction d'intermédiation de la banque est donc négligée. Contrairement à ce qu'on trouve dans de nombreux modèles, nous supposons que les transactions incluent des échanges portant sur des biens de production. Les dépenses initiales des capitalistes ont donc un double

Tableau 3. Un schéma de circuit macro-social



objet, ces biens et l'achat de la force de travail ¹. Les salariés sont supposés dépenser immédiatement et entièrement le salaire, à l'intérieur du même circuit, de telle sorte que l'achat de travail apparaît comme une boucle ou un simple détour dans la circulation inter-capitalistes ². En conséquence, l'achat de travail salarié et la dépense du salaire peuvent être considérés comme un seul "round" de transactions. En ce qui concerne l'articulation des opérations au sein du circuit nous adoptons un point de vue que l'on pourrait qualifier de schumpétérien et selon lequel échange et production ne doivent pas être placés dans le même circuit. Au circuit t , objet de notre réflexion, on échange ce qui a été produit en $t-1$, tandis que ce qui est produit en t sera échangé en $t+1$. En d'autres mots, les dépenses des entreprises ne donnent lieu à un reflux de revenu qu'au circuit suivant, le revenu de la période présente validant les dépenses de la période antérieure. Au début et à la fin de chaque circuit les capitalistes détiennent donc un stock de marchandises. L'hypothèse schumpétérienne implique qu'on ne peut avoir à l'intérieur du même circuit deux opérations d'échanges, l'une qui porterait sur les inputs, l'autre sur les outputs. En effet, si l'on supposait que la production du circuit était échangée à la fin de celui-ci, il n'y aurait plus rien à échanger au début du circuit suivant.

Une autre originalité de notre approche réside en une lecture du fonctionnement du circuit en termes des comptes des agents, qu'il s'agisse de leurs bilans ou de leurs comptes de résultat. C'est à travers eux, pensons-nous, que le circuit s'observe. Les bilans combinant des évaluations privées, non encore corroborées par le marché, par exemple la valeur des stocks, et des grandeurs ayant valeur sociale, comme les montants en trésorerie. Ces deux types de grandeur ont donc un statut très différent, les unes se référant à des prétentions sociales,

-
1. Pour éviter les problèmes liés à la distinction capital fixe-capital circulant, on peut concevoir que ce que nous appelons "bien de production" soit en fait du capital circulant. La nature du bien importe peu pour notre argumentation, ce qui compte étant l'existence d'achats inter-capitalistes.
 2. Le fondement théorique de cette conception est que le marché du travail n'est pas un vrai marché. Ce qui y prend place n'est pas une "création de revenu" mais un "transfert de revenu". Cfr. Barrère (1981 : 83) et De Vroey (1985a).

les autres à des réalités socialisées. Dans la mesure cependant où notre objet de réflexion est le circuit sans crise, on peut négliger ce problème. Par contre, les informations consignées dans les comptes de résultats, recettes et dépenses, sont objectives puisqu'elles rapportent le résultat de transactions effectives. Ceux-ci peuvent être consignés dans un "tableau des échanges", recensant les transactions entre agents et leurs montants. Par souci pédagogique nous avons dissocié des phases qui en fait se confondent, comme lorsqu'on passe un film au ralenti. Cinq moments d'observation sont pris en compte :

- moment 1 : les bilans avant l'ouverture du circuit,
- moment 2 : les bilans après le monnayage,
- moment 3 : les comptes de résultats,
- moment 4 : les bilans au terme de la production et de la consommation,
- moment 5 : les bilans à la clôture du circuit.

Les quatre contextes hypothétiques sont décrits à travers ces indicateurs dans les tableaux 4 et 5, qui décrivent respectivement les bilans et comptes de résultat et les tableaux des échanges. Quatre branches sont distinguées, supposées être composées chacune d'une seule entreprise, E_1 , E_2 , E_3 et E_4 , produisant respectivement les biens de production M_1 et M_2 , achetés exclusivement par d'autres entreprises, et les biens de consommation, M_3 et M_4 , achetés par les capitalistes et les salariés. Ceux-ci dépensent la totalité des salaires en achats de bien de consommation. Les capitalistes en font de même du profit. C'est donc un système de reproduction simple, sans accumulation et sans secteur financier. L'octroi de crédit est supposé se faire sans coûts. Les seuls déboursements éventuels de la banque consistent en une dépense de profit propre, c.à.d. de l'intérêt obtenu sur les prêts.

Le tableau 4 peut se lire horizontalement ou verticalement. Notre commentaire procédera par cette dernière voie et portera successivement sur les quatre contextes hypothétiques. Les montants indiqués sont fixés arbitrairement en fonction de la commodité de la présentation. Le cas A donne un premier exemple de circuit clôturé. Commentons rapidement ses différentes phases. La phase 1 décrit les bilans avant l'ouverture du circuit. Seuls ceux des entreprises

Tableau 5 : Les tableaux des échanges dans les 4 contextes.

CONTEXTE A

	Achats des différents agents							Total des recettes
	Banque	E ₁	E ₂	E ₃	E ₄	Salariés		
Ventes des différents agents	Banque	—	0	0	0	0	0	0
	E ₁	0	—	20	20	0	0	40
	E ₂	0	20	—	0	20	0	40
	E ₃	0	5	0	—	5	30	40
	E ₄	0	0	5	5	—	30	40
	Salariés	0	15	15	15	15	—	60
	Total des dépenses	0	40	40	40	40	60	220

CONTEXTE B

Achats des différents agents								
		Banque	E ₁	E ₂	E ₃	E ₄	Salariés	Total des recettes
Ventes des différents agents	Banque	—	0	0	0	0	0	0
	E ₁	0	—	20	20	0	0	40
	E ₂	0	20	—	0	20	0	40
	E ₃	4	3	0	—	3	30	40
	E ₄	4	0	3	3	—	30	40
	Salariés	0	15	15	15	15	—	60
	Total des dépenses	8	38	38	38	38	60	220

CONTEXTE C

	Achat des différents agents							Total des recettes
	Banque	E ₁	E ₂	E ₃	E ₄	Salariés		
Ventes des différents agents	Banque	—	0	0	0	0	0	0
	E ₁	0	—	20	20	0	0	40
	E ₂	0	20	—	0	20	0	40
	E ₃	0	0	0	—	0	30	30
	E ₄	0	0	0	0	—	30	30
	Salariés	0	15	15	15	15	—	60
	Total des dépenses	0	35	35	35	35	60	200

CONTEXTE D

Cfr le contexte C

ont un contenu différent de 0, les montants inscrits indiquant la valeur estimée du stock de marchandises détenues ou, en d'autres termes, le chiffre d'affaire espéré. La phase 2 décrit les bilans au moment du monnayage (c.à.d. de l'octroi du crédit) et juste avant la dépense de celui-ci. Dans un système de monnaie scriptuaire ces deux opérations sont évidemment confondues. Pour connaître la répartition des dépenses, il faut se reporter au tableau 5. Celui-ci ne fournit pas d'information quant au prix de vente des marchandises mais indique seulement le montant total des ventes. On voit qu'ici il correspond aux attentes des firmes. Cette situation est compatible avec l'existence de chômage. Seuls les candidats-salariés ayant trouvé un emploi sont repris dans le tableau, les comptes des sans-emplois restant vierges de toute inscription. Revenant au tableau 4, nous voyons à la phase 3 les résultats des transactions. Le fait que les comptes des capitalistes soient équilibrés, sans surplus ni déficit, signifie que le profit ici ne prend pas la forme monétaire. Il est déjà métamorphosé et a pris la forme des marchandises concrètes à l'achat desquelles il a été dépensé. La raison d'être de l'hypothèse de la dépense préalable du profit commence sans doute à apparaître. Dans le contexte d'une simultanéité entre tous les circuits particuliers, elle se révèle nécessaire pour que les attentes des entreprises produisant les biens consommés grâce au profit soient réalisées. L'absence de dépense du profit signifierait l'impossibilité pour ces entreprises d'un écoulement entier de leur production et donc du bouclage de leurs circuits particuliers. La phase 4 exprime la situation des bilans à la fin des opérations de production et de consommation, celles-ci étant supposées se produire conjointement. Les entreprises mettent les salariés au travail et ceci débouche sur une production nouvelle qui sera mise en vente en circuit suivant. On suppose que toutes les valeurs d'usage achetées au début du circuit sont détruites au terme du processus de production-consommation. Les bilans à la phase 4 sont donc les mêmes que ceux de la phase 2, sauf que le contenu de la rubrique "marchandises en stock" a changé. Dans la phase 2, il consistait dans les marchandises produites en $t-1$, cette fois il s'agit des marchandises produites en t . Comme le montant dont les entreprises disposent en trésorerie correspond exactement à la créance qu'elles doivent à la banque, tous les remboursements peuvent s'effectuer. Toute la monnaie créée est annulée et le circuit est clôturé.

Examinons maintenant le cas B qui constitue le second exemple de clôture. Nous y adoptons conjointement l'hypothèse d'un intérêt positif - et donc d'une recherche de profit de la part de la banque - et celle d'un emprunt étendu au profit anticipé et d'une dépense anticipée de celui-ci. Dans la mesure où la banque entre dans la logique du profit, l'hypothèse de dépense préalable du profit doit aussi lui être appliquée. En conséquence, comme on le note à la phase 2, la banque effectue une avance à elle-même, correspondant au montant des intérêts attendus, qu'elle dépensera anticipativement. Le taux d'intérêt est fixé arbitrairement à 5,26 %, afin d'obtenir, en arrondissant les résultats, un montant total d'intérêt par entreprise de 2 unités monétaires. Celles-ci cèdent donc 2/5 de leur profit brut à la banque. Le montant de leurs emprunts est inférieur parce qu'elles savent que leur profit disponible sera moindre, le profit brut ayant à être amputé de l'intérêt. La demande globale n'est cependant pas affectée puisque la demande nouvelle de la banque se substitue à la diminution de demande des firmes, comme le révèle le tableau 5. Si l'on se reporte ensuite à la phase 4 au tableau 4, on constate que les comptes de résultats se présentent différemment par rapport au cas précédent. Ni le surplus qui se manifeste dans les comptes des entreprises ni le déficit de la banque ne doivent être mésinterprétés. Le premier n'est pas du profit sous la forme monétaire mais la provision à partir de laquelle les entreprises paieront l'intérêt de leurs emprunts. Le déficit de la banque reflète le fait que celle-ci, comme les entreprises, a dépensé son profit avant de l'avoir touché. Comme au cas précédent, les résultats des échanges sont tels que les différents circuits particuliers peuvent se clôturer sans encombre. Le cas B révèle que l'existence d'un intérêt positif n'empêche pas nécessairement la clôture du circuit pour autant que la banque, elle aussi, dépense anticipativement son profit.

Les cas C et D abandonnent l'hypothèse d'un emprunt élargi au profit. Une impossibilité de clôture en résulte, quelle que soit l'hypothèse faite en matière de taux d'intérêt. Celle-ci n'influe que sur l'ampleur des pertes et sur les perspectives de dénouement de la situation

de non-clôture. Les entreprises cette fois n'empruntent que le montant des coûts de production. De même la banque ne dépense son profit, si on fait l'hypothèse d'un intérêt positif, qu'après sa formation effective. La conséquence de ce changement d'hypothèse est visible à la lecture du tableau des échanges, commun aux deux contextes (la différence entre ceux-ci ne se révèle qu'à partir de la phase 4). Une dissymétrie entre E_1 et E_2 , d'une part, et E_3 et E_4 , d'autre part, apparaît. Les premières ont un excédent des recettes sur les dépenses. Leurs profits effectifs correspondent aux attentes et il a cette fois une forme monétaire. Pour ces firmes, la formule de Marx $A-M-A'$ est d'application. Par contre, les secondes sont en déficit, soit qu'elles n'aient pas vendu toute la production, soit qu'elles l'aient fait à un prix bradé (ce qui est implicitement supposé puisqu'aucun accroissement de stock n'est mentionné dans les bilans postérieurs). Que ce soit dans les contextes C ou D, au moment des échéances elles sont dans l'incapacité d'honorer leurs engagements vis-à-vis de la banque. Du coup, celle-ci se retrouve, elle aussi, dans une situation de perte. L'impossibilité de la clôture endogène de ces deux circuits particuliers a comme corollaire immédiat l'absence de clôture du circuit macrosocial et d'annulation de la totalité de la monnaie. Les deux contextes ne diffèrent pas à cet égard. Par contre, il y a une différence en ce qui concerne l'ampleur et la portée des pertes dans l'un et l'autre. La perte de la banque est plus importante quand le crédit est gratuit. C'est évident, puisque, lorsque ce n'est pas le cas (contexte D), la perte encourue vis-à-vis de E_3 et E_4 est partiellement compensée par le profit que la banque dégage sur E_1 et E_2 . En ce qui concerne le dénouement du contentieux débiteurs-créditeurs, en lequel une non-clôture se résume toujours, une solution peut se profiler au cas C - que E_1 et E_2 financent la perte de E_3 et E_4 -, alors qu'elle n'est pas possible au cas D, où le profit disponible des premières est de toute façon insuffisant pour combler le déficit des secondes.

Ces quatre contextes ne peuvent être mis sur le même plan. En effet, seules les hypothèses de comportement du quatrième sont

plausibles. Ne dépenser le profit que lorsqu'il s'est réellement formé relève à la fois d'un comportement de prudence, étant donné l'incertitude quant à la réalisation des plans et la formation effective du revenu, et d'économie, puisqu'emprunter le profit entraîne un accroissement de charge financière qui pourrait être évité. Pour autant que l'on reste dans la problématique du circuit macrosocial, une contradiction se révèle donc entre la logique de comportement individuel et les exigences de la reproduction sociale. En poussant les agents à minimiser les coûts et les risques, cette logique entraîne une insuffisance de création monétaire par rapport au montant de pouvoir d'achat qui devrait exister pour que toute la production offerte soit vendue au prix attendu. Telle est la raison profonde de la non-clôture du circuit, détectable dès la phase 2. Si tout argent dépensé est emprunté, il est évident que si le montant total emprunté, et donc la quantité de monnaie créée, n'est pas égal à la somme des prix attendus par les vendeurs, les attentes de ceux-ci ne peuvent se réaliser et la production sera soit non-vendue, soit vendue à un prix moindre.

Bien sûr cette conclusion est tributaire des hypothèses adoptées et l'on est immédiatement tenté de substituer à celles-ci des hypothèses différentes susceptibles, elles, d'assurer la clôture. Le problème est de voir si, à leur tour, elles ne sont pas ad hoc. Evouons-en brièvement deux. La première consiste à supposer, comme le fait Graziani, que l'intérêt est payé en nature des entreprises à la banque. Mais ceci ne résoud pas le problème posé par le contexte C. De plus, cette hypothèse apparaît inadéquate quand on défend une conception monétaire de l'économie de marché, en lieu et place d'une lecture en termes de troc. L'autre hypothèse est d'envisager que les entreprises détiennent un stock de monnaie au départ du circuit, qui pourrait d'ailleurs être conçu comme le profit de la période antérieure. Deux problèmes surgissent cependant. En premier lieu, on sort de l'analyse en termes de flux à laquelle l'approche du circuit semble vouloir se tenir. En second lieu, on retrouve le problème du premier circuit, mentionné plus haut. Par ailleurs, il ne nous semble pas qu'une dynamisation du modèle résoudrait le problème. On pourrait imaginer que E_3 et E_4 aient anticipé une demande inférieure

et aient en conséquence décidé de produire moins. Mais ceci a deux impacts négatifs. D'une part, si ces entreprises engagent moins de salariés, la demande pour leurs produits diminuera. D'autre part, leurs achats à E_1 et E_2 diminueront, de telle sorte que ces firmes-ci se trouveront, à leur tour, confrontées à des problèmes de débouchés. Nous pensons donc que la difficulté n'est pas liée au modèle spécifique que nous avons présenté mais tient à la problématique même du circuit macrosocial, qui dès lors serait dans l'incapacité de réaliser son programme de travail, c.à.d. de présenter d'une manière plausible, ou sans artifices, un circuit à clôture spontanée.

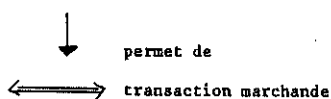
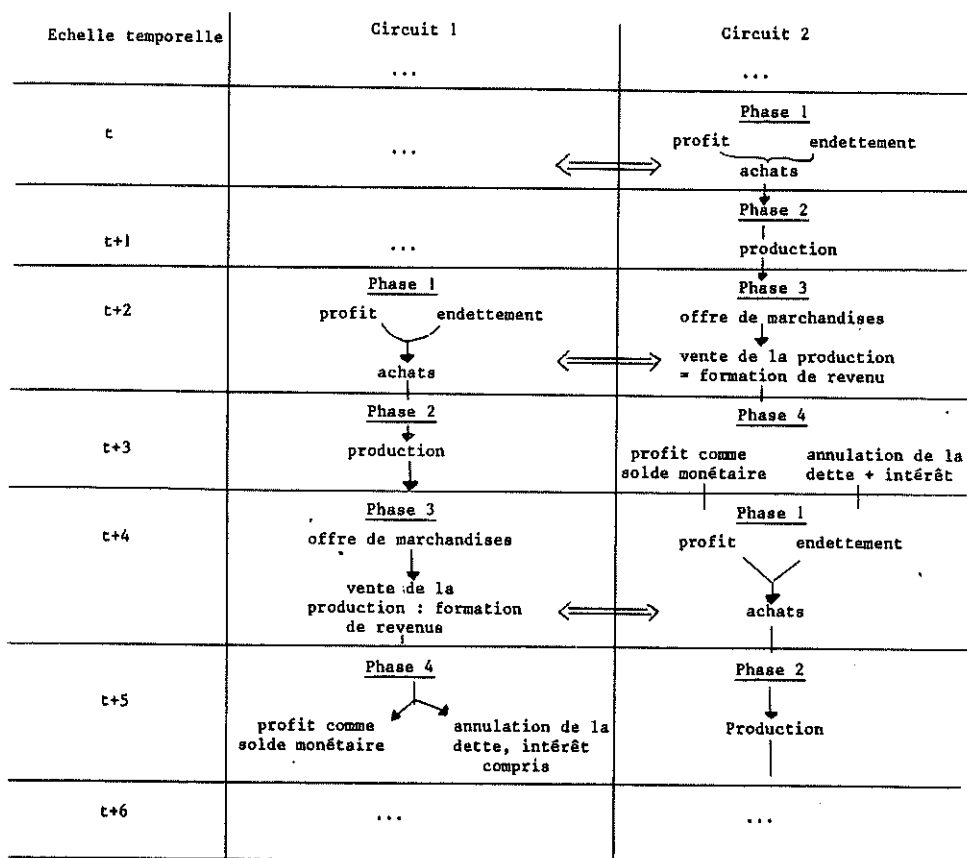
Comment réagir si on accepte ce diagnostic ? Deux types de réactions nous paraissent devoir être écartées. La première consisterait à donner raison à la théorie néo-classique en matière d'intégration du temps dans le discours théorique, en adoptant le point de vue selon lequel la question de la compatibilité des échanges marchands et de la viabilité de l'économie de marché ne peut être traitée que dans un contexte de simultanéité. Il s'agirait alors de renoncer au projet de prendre en compte les dimensions de séquentialité et de durée des activités économiques. Mais, à nos yeux, cette solution revient à "jeter le bébé avec l'eau du bain", tant nous pensons que ces dimensions sont cruciales pour saisir le fonctionnement de ce type d'économie. La seconde solution serait d'inverser le projet de la théorie du circuit en affirmant que l'impossibilité d'une clôture endogène de celui-ci, sauf hypothèses ad hoc, démontre le caractère inhérent des crises dans une économie de marché. Bien que nous ne soyons évidemment pas en désaccord avec ce dernier trait, nous ne pensons pas cependant qu'on puisse le faire découler de l'analyse qui précède. L'absence de clôture doit être rattachée au fait qu'on a enfermé le raisonnement dans des hypothèses trop strictes, dont la raison d'être principale était de permettre la délimitation temporelle de l'objet de l'analyse.

Personnellement nous voudrions dès lors suggérer une troisième solution : abandonner l'interprétation macrosociale de la théorie pour ne retenir que son interprétation microsociale. Elle fait l'objet de la dernière section de l'article.

IV Pour une interprétation exclusivement microsociale du circuit de la monnaie

Le concept de circuit macrosocial a comme condition de possibilité la clôture simultanée de tous les circuits particuliers. Or celle-ci ne peut être conçue sans l'introduction d'hypothèses qui, d'une part, sont arbitraires et, d'autre part, enferment l'analyse dans un corset très serré. Nous proposons donc de renoncer à ce concept et de ne comprendre la contrainte monétaire que dans un sens microsocial, comme la nécessité pour tous les agents-emprunteurs d'annuler leurs dettes à l'échéance fixée. Il est clair que si le circuit macrosocial implique le circuit microsocial, l'inverse n'est pas vrai. Dans ce nouveau contexte il n'est plus nécessaire d'imaginer un parallélisme strict des différents circuits. Au contraire, l'économie apparaît comme un enchaînement, sans début ni fin, de circuits imbriqués. Les restrictions qu'imposait l'exigence d'une clôture générale, ne sont plus nécessaires. Concevoir le profit comme un solde monétaire dépensé a posteriori cesse de poser problème. Une dimension "stock" peut être intégrée dans l'analyse et l'auto-financement se joindre à l'endettement pour financer les projets marchands nouveaux. Cette nouvelle perspective est présentée dans le tableau 6, d'une manière extrêmement schématique puisque l'économie s'y résume à deux circuits. La situation qu'il décrit est celle d'une économie sans crise ou échec marchand. Les micro-circuits s'y déroulent donc sans encombres. Ceci implique que la compatibilité décisionnelle n'a pas seulement pour objet le contenu et la quantité de l'offre mais également son timing. Lorsque le circuit 1 est dans la phase 1, le circuit 2 doit être dans la phase 3 et vice-versa. Par ailleurs le fait que tous les circuits partiels réussissent n'auto-rise pas pour autant à parler d'un circuit global clos, puisque les bouclages partiels ne coïncident jamais. Par exemple au temps $t+5$, si

Tableau 6. L'imbrication des circuits particuliers



le circuit 1 est bouclé, le circuit 2 ne l'est pas. Mais alors, pourrait-on se demander, la situation décrite au tableau 6 est-elle d'équilibre (rappelons que l'économie politique s'intéresse à cette notion en tant qu'opérationnalisation de la question de la viabilité de l'économie de marché)? La réponse est ambiguë. D'une part, si tous les circuits particuliers sont supposés se clore, chacun à la date prévue mais jamais tous à la même date, on peut estimer que la viabilité de l'économie de marché est démontrée bien que d'une manière négative. Les décisions privées ne peuvent être que compatibles puisqu'aucun échec marchand ou problème de clôture n'apparaît. D'autre part, cependant, alors même qu'on est ainsi assuré de la parfaite viabilité du système, l'assertion positive de l'existence d'un équilibre général pose problème. En effet, on ne peut à aucun point du temps affirmer qu'il y a une cohérence décisionnelle généralisée, puisque la condition de possibilité d'une telle assertion - la délimitation d'un ensemble clos d'échanges - n'est jamais réalisée.

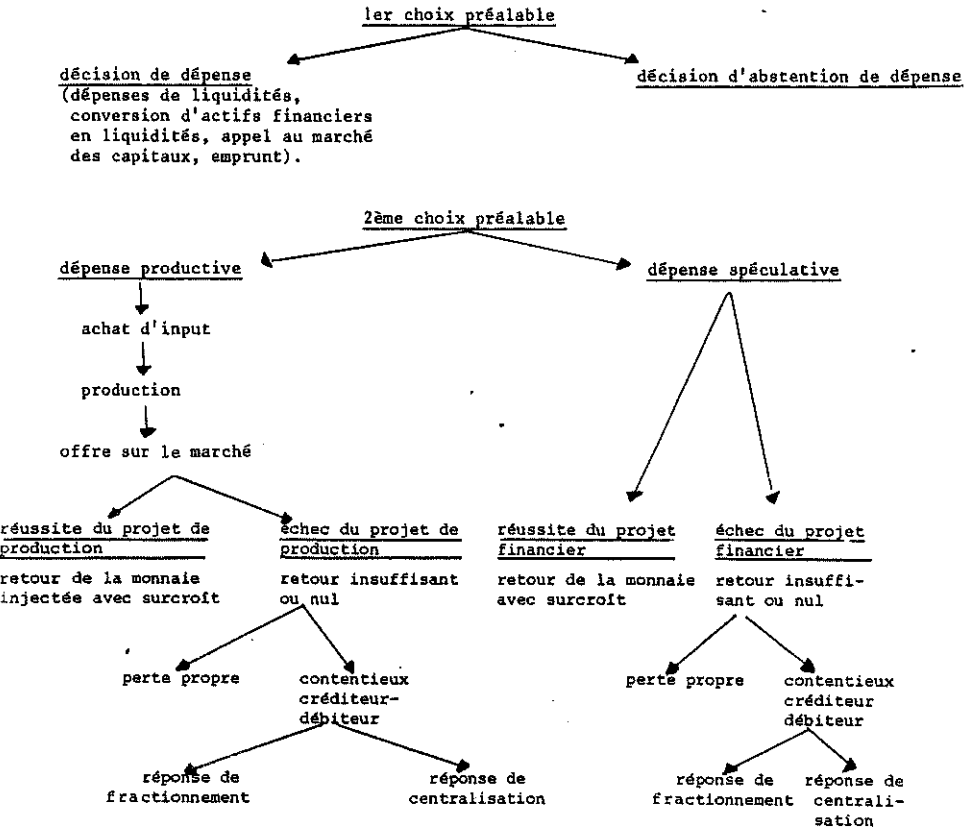
L'observation de l'équilibre semble donc devoir se cantonner à l'examen des équilibres locaux, portant sur la situation des comptes des agents, l'équilibre étant en l'occurrence une situation dans laquelle, en intégrant le profit, il n'y a ni dans le compte de résultat ni surplus ni déficit. Mais même si ceci doit être amendé. Cette observation est possible, tout en ne pouvant pas d'effectuer en seul moment, si, comme dans nos exemples, on fait l'hypothèse qu'à chaque compte ne correspond qu'un seul circuit. Elle cesse de l'être, aussitôt qu'on admet que les comptes contiennent des informations sur plusieurs circuits de longueurs différentes. Dans ce cas il n'y a plus de clôture unique et ce qui a été noté au niveau de l'économie dans son ensemble peut être répété à propos du compte unitaire. La situation d'équilibre de celui-ci ne peut être évaluée que d'une manière approximative, à travers la lecture des bilans, conçus cette fois comme étant établis, non plus comme dans nos exemples en fonction des phases du circuit, mais à une date conventionnelle, par exemple le 1er janvier. Comme nous l'avons déjà signalé, les informations qu'il contient alors cachent sous leur uniformité de grandeurs monétaires des réalités de nature différente, puisque s'y trouvent juxtaposés des valeurs en puissance, se rapportant à des actifs non-liquides, et des valeurs directement réalisables. L'image donnée par le bilan ne sera

donc exacte que si l'estimation du rendement futur des postes immobilisés est correcte, ce qui bien sûr ne pourra être su que plus tard. Par nature, le bilan n'est qu'un indicateur présomptif et imparfait de la situation d'équilibre de l'unité décisionnelle concernée.

Mais jusqu'ici nous avons raisonné en supposant l'absence de crise. Or une fois que l'on dissocie les notions de circuit particulier et de circuit global il n'y a plus de raison de faire cette hypothèse. L'intégration de l'échec marchand ou de la micro-crise dans l'analyse ne pose plus les mêmes problèmes. L'idée d'une non-clôture paraît incongrue lorsqu'elle s'applique au circuit macrosocial, parce qu'elle signifie alors l'arrêt du fonctionnement du système. Ceci n'est pas vrai au niveau microsociale, car en eux-mêmes les échecs marchands n'empêchent pas l'économie de fonctionner. Leur présence est normale - car elle exprime le fait qu'il n'y a pas moyen dans un univers d'incertitude de toujours prendre les décisions qui ultérieurement s'avèreront correctes - et même fonctionnelles - parce que les échecs fonctionnent comme des signaux indiquant aux agents qu'ils doivent changer de comportement: Les déséquilibres sont donc une réalité normale et, contrairement à l'équilibre, observables, puisque les échecs marchands se manifestent par des déficits dans les comptes. La question de la viabilité de l'économie de marché doit dès lors être traitée sous un autre jour. Il ne s'agit plus tellement de démontrer l'existence de l'équilibre que de détecter les processus empêchant les déséquilibres de devenir cumulatifs. Alors que dans les autres approches, y compris la théorie du circuit macrosocial, le déséquilibre est inféré de l'équilibre, comme un écart par rapport à celui-ci, ici c'est l'inverse. Le diagnostic sur l'équilibre ne peut se développer qu'à partir de l'observation du déséquilibre. L'équilibre n'est défini que comme une absence de déséquilibre: la situation prévalant quand les déficits sont inexistantes.

Le tableau 7 présente un schéma plus complet du circuit comme phénomène micro-social. En amont, il intègre les alternatives par rapport à la dépense productive, créatrice d'emplois et de biens ou

Tableau 7. Une présentation plus large du circuit particulier



services nouveaux : soit l'abstention de dépense, soit la dépense non-productive ou spéculative, portant sur des actifs financiers déjà existant et ne créant pas d'emploi (tant, du moins, que l'argent dégagé par leur vente reste dans la circulation financière). En aval, il prend en compte la possibilité de l'échec marchand. Tant que celui-ci ne dépasse pas un certain seuil, la perte peut être absorbée par les fonds propres de l'agent (individuel ou collectif) qui en est victime. Autrement, elle résulte en un contentieux débiteur-créditeur. Les deux possibilités de résolution de celui-ci sont celles qui sont analysées par Aglietta et Orléan dans la Violence de la monnaie (1982) : le fractionnement ou réponse d'intransigeance ou la centralisation ou réponse de consolidation de l'endettement.

★

★

★

La conclusion de notre réflexion s'énonce brièvement. D'abord nous estimons que la notion de circuit monétaire est éclairante. Elle permet de mettre en évidence la prééminence de la monnaie dans l'économie de marché, de concevoir la règle du jeu essentielle de cette dernière sous la forme de la contrainte monétaire, c.à.d. de la nécessité d'un reflux monétaire. Elle concrétise le souci, absolument bienvenu, d'introduire une dimension séquentielle dans l'analyse de cette économie, ce qui à son tour permet de fonder les rôles et pouvoirs respectifs des différentes catégories d'agents économiques. Bref, elle permet de structurer et d'approfondir des intuitions que l'on trouve dans différents travaux keynesiens, comme par exemple ceux de Minsky (1975), sans qu'elles y soient développées. Mais ces qualités nous paraissent concerner l'interprétation microsociale du circuit et il nous semble que l'interprétation macrosociale n'y ajoute rien, au contraire. A nos yeux, la théorie du circuit doit se limiter à l'interprétation microsociale et à ce titre constituer un des éléments constitutifs d'une approche alternative à la théorie de l'équilibre générale, que nous appellerions l'approche hétérodoxo-post-keynesienne (De Vroey 1985b). Négativement, nous pensons qu'il y a un risque à gonfler l'importance de la notion de circuit, à prétendre qu'elle soit la base d'un paradigme nouveau ou d'une reformulation radicale de l'approche keynesienne. L'idée qu'il y a une "école du circuit", même si elle n'est pas nécessairement due aux utilisateurs de la notion, peut amener à un effet de boomerang. Celui-ci se produirait lorsque des économistes non-initiés, prenant connaissance de ces travaux et y détectant comme nous la présence de contradictions résolues seulement par des hypothèses ad hoc, en viendraient à ne voir aucun intérêt du tout au concept de circuit. Il y a donc lieu, selon nous, de mieux préciser la portée et les limites de cette théorie.

Références

- AGLIETTA Michel et ORLEAN André (1982), La violence de la monnaie, P.U.F.
- BARRERE Alain (1981), La crise n'est pas ce que l'on croit, Economica.
- BENETTI Carlo et CARTELLIER Jean (1980), Marchands, salariat et capitalistes, Maspero.
- DE VROEY Michel (1984), "Marchandise, société marchande, société capitaliste. Un réexamen de quelques définitions fondamentales", Cahiers d'économie politique, n° 9.
- DE VROEY Michel (1985a), "La théorie du salaire de Marx : une critique hétérodoxe", Revue économique, mai.
- DE VROEY Michel (1985b), "Tâtonnement ou crise. Une réflexion sur les conditions de possibilité de l'économie de marché", mimeo.
- FERRANDIER Robert (1982), "Monnaie et théorie du circuit", Finance, n° 3-4.
- FERRANDIER Robert (1985), "La théorie du circuit ou de quelques obstacles au développement d'un nouveau paradigme en science économique", communication au Colloque La notion de révolution scientifique en économie, Montpellier, septembre 1985.
- GRAZIANI Augusto (1984a), "The Debate on Keynes' Finance Motive", Economic Notes, vol. 13, n° 1.
- GRAZIANI Augusto (1984b), "Moneta senza crisi", Studi Economici, n° 24.
- HAHN Frank (1984), "On the Notion of Equilibrium in Economics", Equilibrium and Macroeconomics, Basil Blackwell.
- HICKS John (1983), "Is Interest the Price of a Factor of Production ?", Classics and Moderns, Collected Essays on Economic Theory, vol. III, Basil Blackwell.
- L.A.T.A.P.S.E.S. (1985), Production, circulation et monnaie, P.U.F.
- LAVOIE Marc (1984), "Un modèle post-keynesien d'économie monétaire fondé sur la théorie du circuit", Economies et sociétés, série Monnaie et production.
- MEIDINGER Claude (1983), "L'approche économique du comportement humain", in Meidinger Claude ed., La nouvelle économie libérale, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- MESSORI Marcello (1985), "Le circuit de la monnaie : acquis et problèmes non-résolus" in L.A.T.A.P.S.E.S., Production, circulation et monnaie, P.U.F.

- MINSKY Hyman (1975), John Maynard Keynes, MacMillan.
- OTTAVJ Christian (1981), "Circuit économique et déséquilibre",
Cahiers d'économie politique, n° 6.
- PARGUEZ Alain (1982), "La monnaie dans le circuit ou le voile déchiré",
Economie appliquée, tome XXXV, n° 3.
- POULON Frédéric (1982), Macroéconomie approfondie, Cujas.
- RACHLINE François (1982), "La nature de la monnaie", Revue économique, n° 3.
- SCHMITT Bernard (1966), Monnaie, salaire et profit, P.U.F.
- VALLAGEAS Bernard (1981), "Réflexion sur les fondements de l'analyse en
termes de circuit", Revue d'Economie Politique, mars-avril.